

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12• Numéro 6, 13 Avril 2011

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : le G 20 ne devrait – il pas prendre des mesures sur le commerce des produits agricoles. 1	
NOUVELLES DE L'OMC.....	3
OMC/DOHA : L'Agriculture et l'AMNA toujours sans nouvelles avancées.....	3
Accords commerciaux régionaux : les négociations butent sur le mécanisme de transparence et les questions systémiques	3
SUR LE FIL.....	5
Mise en œuvre des règles correctives de l'OMC : les petits pays pauvres inquiets.....	5
NOUVELLES REGIONALES	7
La crise ivoirienne frappe de plein fouet l'économie de la sous région Afrique de l'Ouest	7
EVÉNEMENTS.....	8
PUBLICATIONS	8

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE; Bathie CISS, Aissatou DIALLO
Equipe éditoriale d'ICTSD : Ndagha Sikanda

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

OMC : le G 20 ne devrait – il pas prendre des mesures sur le commerce des produits agricoles ?

Un projet de rapport confidentiel de premier plan a exhorté les gouvernements du G-20 à « renforcer immédiatement » les règles globales sur les restrictions à l'importation et à l'exportation de produits agricoles, ainsi que sur les subventions qui faussent la production, découragent l'offre ou contraignent le commerce international. Ce rapport a été présenté préalablement à une réunion des hauts responsables du groupe d'économies majeures du G-20 à la fin du mois de mars, à Paris.

Préparé par sept organisations internationales sous la direction de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le projet de texte vise à énoncer « un modèle de réponse systématique et concerté au niveau international » à la volatilité des prix des produits alimentaires, en réponse à une demande explicite des dirigeants du G-20, formulée lors de leur dernière réunion de novembre 2010, à Séoul.

Une version antérieure du rapport avait été mise en ligne ; des sources ont confirmé qu'elle est largement similaire à la version plus récente examinée cette semaine à Paris.

Les responsables des ministères de l'agriculture discuteront des recommandations du rapport, préalablement au sommet des ministres de l'agriculture du G-20, prévu les 22-23 juin. Le Président français, Nicolas Sarkozy, a fait de la question des mesures sur la volatilité des prix des produits alimentaires un point central de l'agenda

du groupe en 2011, année durant laquelle la France occupe la présidence tournante du groupe.

Restrictions à l'exportation : les disciplines requises

De manière audacieuse, le rapport recommande de n'autoriser les restrictions à l'exportation que lorsque les autres mesures ont été épuisées. Actuellement, les règles de l'OMC permettent aux pays une marge de manœuvre considérable dans l'imposition de telles mesures, qui sont largement perçues comme ayant exacerbé les pénuries alimentaires durant les périodes d'augmentation brutales des prix (de 2005-2007, et récemment en 2010).

Les gouvernements devraient développer une définition opérationnelle d'une *pénurie alimentaire critique*, soutiennent les agences, et devraient y avoir recours pour établir si des restrictions à l'exportation pourraient se justifier ou non. Elles exhortent également les gouvernements du G-20 à élargir, renforcer et mettre en application les processus de consultation et de notification actuellement en vigueur à l'OMC, et à plaider en faveur de la mise en place d'un processus de consultation « accéléré » au titre duquel les membres pourraient se réunir et débattre de la question selon laquelle : une mesure commerciale restrictive « peut-elle être évitée et par quels moyens? »

Les agences soutiennent également que les gouvernements du G-20 sont tenus de « faire preuve de leadership » dans les discussions commerciales de longue date du Cycle de Doha. En conformité avec le mandat convenu pour les négociations, elles appellent les pays à améliorer l'accès aux marchés de manière substantielle, tout en conservant des sauvegardes appropriées pour les pays en développement ; de réduire considérablement le soutien interne qui fausse les échanges, en particulier celui fourni par les pays développés ; et d'éliminer les subventions à l'exportation.

Enfin, les agences recommandent au G-20 d'appeler « toutes les nations » à permettre l'exemption des restrictions à l'exportation et des taxes extraordinaires pour les achats de produits alimentaires à des fins humanitaires. Cette démarche renforcerait les engagements en matière

de sécurité alimentaire souscrits en 2009 lors du Sommet de juillet du G-8, à L'Aquila, et lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, tenu à Rome, disent les auteurs.

Biocarburants et produits alimentaires

D'éminents économistes exhortent à la révision des politiques en matière de biocarburants dans de grands pays producteurs tels que les États-Unis, où les mandats en matière de mélange lient les prix des carburants à ceux des produits agricoles également utilisés pour l'alimentation. Le rapport inter-agences se fait l'écho de ce consensus naissant, appelle à davantage de recherches et recommande que les gouvernements ajustent les politiques en matière de biocarburants « lorsque les marchés sont sous pression et que les approvisionnements en produits alimentaires sont menacés. »

Au vu du caractère confidentiel du rapport, les commentaires se font discrets. Certains responsables des agences impliquées se sont plaints du manque de transparence interne dans la préparation du rapport. Les discussions ont été menées avec une telle discrétion que certains experts clés de la sécurité alimentaire et de la volatilité des prix à la FAO n'étaient au courant ni du rapport, ni de la préparation en vue de la rédaction du rapport. D'autres ont défendu la confidentialité au motif de la brièveté du délai imparti pour sa préparation.

Contexte

La sécurité alimentaire est au premier plan de l'agenda international depuis les hausses de prix brutales de 2007-2008. Le regain de pressions sur les prix a relancé l'intérêt porté par la France à la volatilité des prix lors du G-20. Bien qu'il se spécialise traditionnellement sur les aspects essentiellement financiers, le groupe a pris des engagements non-contraignants sur le commerce, par exemple une déclaration de 2009 visant à restreindre le protectionnisme. Le groupe a également énoncé son propre agenda du développement lors d'une réunion tenue l'an dernier à Séoul.

D'autres processus internationaux sur la volatilité des prix des produits alimentaires sont également en cours, tel que le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (cycle), à Rome. Ce Comité a

chargé un groupe spécial d'experts de lui fournir des conseils indépendants pour l'aider à arriver à un consensus politique. Ce rapport examinera également les causes et les conséquences de la volatilité des prix et fournira des recommandations. Ce processus suivra un consensus antérieur sur la prise en compte de la sécurité alimentaire à travers vingt deux organisations internationales, (*pour toute information supplémentaire, aller à <http://www.un-foodsecurity.org/>*)

Pressé de répondre à la question de savoir ce qu'il adviendra du rapport et de ses recommandations, un responsable a déclaré : « Il est à présent entre les mains des membres du G-20 ».

Source: ICTSD [Bridges Weekly Trade News Digest](#) , [Volume 15](#) , [Numéro 10](#) , 23rd March 2011

NOUVELLES DE L'OMC

OMC/DOHA : L'agriculture et l'AMNA toujours sans nouvelles avancées

Depuis le début de l'année, les négociateurs travaillent sur les textes de modalités de l'agriculture et de l'AMNA. Mais malgré les espoirs de trouver des convergences solides d'ici la fin du premier semestre, les négociations sont figées.

Dans le cadre de l'agriculture, depuis le 9 mars, le comité de négociation sur l'agriculture a débuté des discussions importantes pour arriver à des contributions sur les projets de modalités. Les 10 jours de discussions ne sont soldés par aucun résultat concret. L'objectif de ces discussions était, comme l'a rappelé le président du comité sur l'agriculture, l'Ambassadeur David Walker, « de savoir si les travaux [que les groupes de négociations] menaient sur plusieurs questions avaient connu des évolutions qui permettraient d'élaborer la contribution » qui devra être présentée au CNC à Pâques.

Pour ce qui est de l'AMNA, les positions sont restées les mêmes.

Les sujets en discussions

Les délégations ont principalement discuté de trois questions: le soutien interne, l'accès aux marchés ainsi que les subventions à l'exportation. Mais, parallèlement à ces discussions, le Président David Walker a procédé à des consultations : la simplification des tarifs, la création de contingents tarifaires, les mesures de sauvegardes spéciales et le coton.

Au terme d'une semaine de consultations intensives sur les obstacles non tarifaires, le Président des négociations sur les produits industriels, l'Ambassadeur Luzius Wasescha, a demandé aux Membres de faire preuve de "flexibilité, de sagesse et de créativité pour finaliser des textes et franchir ainsi une étape décisive dans les négociations."

Que faire?

En clôturant la session de discussions, le Président David Walker a invité à plus d'efforts pour arriver à des "progrès axés sur la résolution des problèmes". Pour arriver à cela, il poursuit sa méthodologie consistant à travailler spécialement avec des délégués à Genève. A la suite de ces discussions, il compte convoquer d'autres rencontres sur une période de deux semaines, à compter du 4 avril. Il s'est engagé à rassembler la contribution pendant cette période. Cette configuration est utilisée de temps à autre pour permettre une discussion plus libre qui peut ensuite alimenter le processus "multilatéral" auquel tous les Membres participent, dans le cadre d'une structure parfois appelée "cercles concentriques. »

Source: OMC, www.wto.org

Accords commerciaux régionaux : les négociations butent sur le mécanisme de transparence et les questions systémiques

En dépit de la prolifération des accords commerciaux régionaux (ACR) et de l'intérêt que les membres de l'OMC semblent attacher à ce type d'entente, les négociations qui sont menées autour de cette question dans le Groupe de négociations sur les règles ne connaissent pas

d'avancées significatives. C'est en tout cas le constat fait par l'Ambassadeur Dennis Francis, Président du Groupe, lors d'une réunion tenue le 17 mars dernier. Il a en effet constaté que les négociations sur les ACR avaient peu avancé jusque-là. Pour cette raison, il a exhorté les délégations à redoubler d'efforts pour "rechercher une zone de conciliation où il serait possible de convenir d'une façon de progresser. »

Le Président du Groupe de négociations sur les règles a pourtant multiplié les consultations ces dernières semaines, alliant rencontres informelles et sessions formelles. Des consultations débutées en février et qui se sont poursuivies les 14 et 15 mars 2011 ont en effet révélé de profondes divergences entre les membres, en particulier sur les principaux thèmes des travaux du Groupe : l'examen du mécanisme pour la transparence des ACR et les questions systémiques.

Le mécanisme provisoire pour la transparence

Les discussions relatives au mécanisme provisoire pour la transparence des ACR porte sur le point de savoir quel est l'organe le plus pertinent pour examiner les ACR conclus au titre de l'Article XXIV du GATT et ceux conclus au titre de la Clause d'habilitation. Il existe en effet dans le cadre de ce mécanisme provisoire une sorte de séparation des fonctions avec d'une part, le Comité des ACR qui examine les accords conclus sous l'égide de l'article XXIV du GATT et l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et de l'autre, le Comité du commerce et du développement qui s'occupe des accords conclus sous la Clause d'habilitation, c'est-à-dire les ACR entre pays en développement (PED) membres de l'OMC.

Les Etats-Unis ont exprimé leur position concernant les ACR faisant l'objet d'une double notification, à la fois au titre de l'article XXIV du GATT et de la Clause d'habilitation. Ils ont fait valoir l'argument selon lequel l'examen de tous les ACR par le Comité des ACR donnerait plus d'efficacité. Cette position a été appuyée par l'Union Européenne, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée, la Suisse, le Salvador et le Costa Rica. Expliquant que la position des Etats-Unis sortait du mandat du Groupe sur les ACR, l'Inde a pris l'exact contrepied de ce dernier en faisant valoir qu'il incombe plutôt au Comité

du commerce et du développement d'étudier les ACR, quelle que soit la clause sous laquelle ils sont notifiés. La position de l'Inde a été soutenue par l'Égypte, Sainte-Lucie, la Chine et la Bolivie.

Pour trouver un point d'équilibre entre les deux propositions divergentes, Taiwan a proposé une troisième option qui consiste à examiner les ACR doublement notifiés lors des sessions conjointes du Comité du commerce et du développement et du Comité des ACR. Le Canada, la Corée, la Suisse, le Chili, la Norvège, la Thaïlande, le Viet Nam et le Pérou se sont dits favorables à la proposition de Taiwan.

Discussions sur les questions systémiques

C'est la Bolivie qui a porté une position d'un enjeu majeur pour la plupart des PED. Elle a exhorté le Groupe à œuvrer pour obtenir un résultat favorable au développement, en aménageant notamment des flexibilités aux PED lorsqu'ils négocient un ACR avec un pays développé (PD) dans le cadre de l'article XXIV du GATT. Concrètement, la Bolivie a souhaité apporter des modifications dans la principale disposition du GATT de 1994 concernant les ACR, l'article XXIV, pour y incorporer un libellé sur le traitement spécial et différencié en faveur des PED. Elle a affirmé que dans le cadre d'ACR auxquels étaient parties des PD et des PED, les PED devraient bénéficier du principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale et de périodes de mise en œuvre plus longues. La proposition de la Bolivie a été soutenue par l'Inde, Sainte-Lucie, le Kenya, la Chine, l'Équateur et l'Afrique du Sud.

Les Etats-Unis ont pour leur part minimisé l'intérêt de la proposition de la Bolivie, ils ont au contraire plaidé pour l'établissement d'un programme de travail pour encadrer les discussions sur les questions systémiques.

Les ACR : un objet de polémiques au sein et en dehors de l'OMC

Considérés par certains comme un tremplin pour le système commercial multilatéral et comme une menace par d'autres, les ACR ont connu ces dernières années une croissance et une transformation tant de leur nature que de leur forme. Cette augmentation rapide a suscité de nombreuses interrogations.

De 1948 à 1994, le GATT a reçu 124 notifications concernant des accords commerciaux régionaux (dans le domaine du commerce des marchandises). Au 31 juillet 2010, quelque 474 ACR avaient été notifiés au GATT / à l'OMC, les notifications concernant les marchandises et celles concernant les services étant comptabilisées séparément. Sur ces ACR, 351 ont été notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947 ou du GATT de 1994; 31 au titre de la Clause d'habilitation et 92 au titre de l'article V de l'AGCS. À la même date, 283 accords étaient entrés en vigueur.

En ce qui concerne la forme des ACR, des changements majeurs sont à noter dans la configuration des ACR de la « nouvelle génération ». Si, d'un côté, les pays en développement (PED) comme les pays développés (PD) ont activement participé à ce processus, on voit émerger de plus en plus d'ACR réunissant des PD et des PED, et même des PMA, avec toutes les conséquences que cela engendre aussi bien au plan juridique qu'économique.

Mais la dimension territoriale et spatiale de ces accords a aussi changé. La portée géographique des accords a transcendé les limites traditionnelles de la dimension régionale. Un nombre croissant des ACR sont aujourd'hui négociés et conclus entre deux ou plusieurs pays éloignés les uns des autres, (voire entre pays de différents continents ou entre groupements régionaux). Il en résulte un écheveau complexe d'accords commerciaux régionaux qui dessine un environnement commercial international touffu et difficile à maîtriser, en particulier pour les décideurs et les négociateurs commerciaux.

Ce système génère ainsi un deuxième appareil normatif et réglementaire qui se superpose aux normes multilatérales sans toujours être en cohérence avec elles. Le problème est d'une complexité telle que la CNUCED avait annoncé dès 2007, dans son rapport sur le développement humain, la nécessité « d'entreprendre une évaluation critique mais réaliste des différentes approches que l'on peut avoir ACR, en particulier à la lumière des impératifs de développement des PED et en tenant compte des réalités nationales et internationales actuelles. »

La CNUCED avait notamment appelé les PED à se montrer prudents en concluant des accords commerciaux bilatéraux ou régionaux et à rechercher la libéralisation des échanges dans un cadre multilatéral, tout en menant une coopération de politique active avec les PED de leur propre région ou ayant une proximité géographique. Elle avait avancé l'idée selon laquelle les ACR entre PD et les PED pouvaient offrir certains gains immédiats en matière d'accès au marché et d'accroissement des entrées d'investissements directs étrangers mais qu'ils ont tendance à lier les mains des gouvernements et à réduire leur espace de politique.

C'est dans un tel contexte que de nombreux pays ACP avaient plaidé pour le réexamen de l'article XXIV du GATT à l'OMC. À la suite, certains de ces pays ACP avaient refusé de se joindre à un APE avec l'Union européenne au motif que l'accord proposé par l'UE ne prenait pas suffisamment en compte leur niveau de développement et leur situation particulière par le biais d'une asymétrie appropriée.

Source: Compte-rendu de réunion, OMC ; Synthèse Enda.

SUR LE FIL

Mise en œuvre des règles correctives de l'OMC : les petits pays pauvres inquiets

Le débat dans les négociations sur les règles a porté, cette semaine, sur les moyens d'aider les petits pays pauvres à recourir aux règles commerciales correctives de l'OMC; le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ayant appelé à la création d'une 'facilité' pour aider les pays en développement à mettre en place les institutions et les compétences dont ils ont besoin pour protéger les industries nationales contre les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping.

Le constat ¹est que: « Les règles qui prévoient l'application de mesures commerciales correctives

¹ Proposition (TN/RL/GEN/175) en date du 24 février

sont techniquement complexes et financièrement pesantes et privent donc les PED ayant des contraintes de capacités, essentiellement [les pays les moins avancés] et [les petites économies vulnérables] de l'avantage de l'application de telles mesures ». Cette inégalité dans la capacité des membres à recourir aux mesures commerciales correctives « perpétue certains des déséquilibres existants dans le système commercial mondial, que [l'Agenda de développement de Doha] est chargé de corriger » ajoute la proposition.

Un certain nombre de PED se sont sentis trahis par l'OMC après avoir accepté de prendre des engagements en termes de réduction de droits de douane et de nombreuses autres politiques, sans être suffisamment outillés pour pouvoir profiter en retour de certains des droits conférés par l'OMC. Ces droits incluent la possibilité de prélever des droits de douane supplémentaires en cas de subventionnement ou de « dumping » des importations, c'est à dire lorsque celles-ci sont effectuées à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur.

Pour remédier à cette situation vis à vis des mesures compensatoires ou anti-dumping, les pays ACP ont proposé la création d'un « organisme des mesures correctives commerciales » à Genève pour améliorer la cohérence de l'assistance technique dans le domaine des mesures correctives commerciales apportée aux PED par les organisations multilatérales ou régionales, ainsi que par les donateurs bilatéraux. Cet organisme aurait la charge d'aider ces pays à établir les cadres juridiques et institutionnels nécessaires à l'application des mesures correctives commerciales, et de former le personnel chargé des enquêtes antidumping et de droits compensateurs. Ses interventions seraient basées sur des programmes d'une durée de trois ans et sur une évaluation des besoins.

Selon la proposition du Groupe ACP, la Facilitation devait prendre en charge la mobilisation des fonds supplémentaires nécessaires à l'offre d'une telle assistance. Le document, qui notait que plusieurs pays en développement « à des stades de développement plus avancés » étaient devenus des utilisateurs fructueux des mesures compensatoires et anti-

dumping, appelait à une plus grande coopération Sud-Sud sur les mesures commerciales correctives, laissant entendre que les responsables des PED seraient particulièrement précieux pour assurer la formation. Elle soulevait également la possibilité d'arrangements « trilatéraux » aux termes desquels un pays donateur financerait l'assistance en matière de mesures commerciales correctives fournie par un PED à un pays qui en fait la demande.

Une autre fonction de la facilitation serait de mettre en place une base de données sur les mesures commerciales correctives au sein de l'institut de formation et de coopération technique du Secrétariat de l'OMC devant fournir aux responsables du commerce des renseignements sur des décisions de règlement des différends antérieures pour clarifier des aspects des mesures commerciales ayant trait au droit de l'OMC ; elle servirait également à échanger sur la recherche récente portant sur le recours aux règles commerciales correctives de l'OMC.

Positions divergentes sur l'assistance technique

Durant une réunion informelle du groupe de négociation sur les règles tenue le 21 mars, la Chine, l'Équateur, l'Égypte, le Salvador et l'Inde ont largement fait part de leur soutien à la proposition. Les États-Unis ont formulé des réserves sur l'éventualité de rendre l'assistance technique obligatoire et ont noté que de nombreux pays en développement avaient développé des capacités sophistiquées en matière de mesures commerciales correctives, même en l'absence d'une telle facilité. Le Brésil et le Costa Rica ont soulevé des questions sur la différenciation implicite, dans la proposition, entre pays en développement non-PMA, une question qui reste litigieuse à l'OMC. L'UE, le Japon, l'Australie, le Canada et le Mexique ont indiqué qu'ils étaient prêts à discuter davantage sur la proposition.

Exception en matière de subventions à l'exportation

Une question distincte liée au recours aux dispositions de l'OMC par les pays en développement a également fait l'objet de débat lors de la réunion – bien qu'il s'agisse, dans ce cas,

non pas de la capacité de prélever des droits d'importation supplémentaires sur des produits subventionnés par les partenaires commerciaux, mais de subventionner les exportations. Les règles de l'OMC en matière de subventions interdisent généralement les subventions liées à la performance d'un produit en matière d'exportation. Il y a toutefois une exception à cette règle pour les pays les moins avancés (PMA), et pour les pays en développement non-PMA ayant un PNB par tête inférieur à 1.000 dollars (ces pays, qui figurent dans l'Annexe VII de l'accord, sont la Bolivie, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, l'Égypte, le Ghana, le Guatemala, Guyana, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Maroc, le Nicaragua, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, le Sénégal, le Sri Lanka et le Zimbabwe).

Dans une proposition en date du 18 mars, la Bolivie, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, le Nicaragua et le Sri Lanka ont fait valoir qu'il y avait, dans les règles de l'OMC, un manque de clarté sur le point de savoir ce qu'il devait advenir de ces pays une fois qu'ils ont dépassé ce seuil du PNB. Pour les PED qui n'ont jamais pu prétendre à cette exception, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prévoyait clairement une période de 8 ans pour l'élimination progressive des subventions à l'exportation. Pour clarifier ce point, ont-ils soutenu, l'Accord devrait être amendé par l'ajout d'une disposition spécifiant que « dans le cas des pays en développement membre inclus dans l'Annexe VII, la période de 8 ans débutera à compter de l'année de la sortie de la catégorie figurant dans l'Annexe VII. »

Les co-auteurs du document, ainsi que le Nigeria, le Ghana, la Chine, la République dominicaine et le Brésil, ont fait part de leur soutien à la proposition d'amendement, ont déclaré des sources. Les États-Unis, appuyés par la suite par l'UE et la Turquie, ont fait valoir qu'un tel amendement reviendrait à permettre à certains pays, qui comptent actuellement pour une part significative des échanges mondiaux, de conserver les subventions à l'exportation pendant des décennies à venir.

Source : ICTSD [Bridges Weekly Trade News Digest](#) , [Volume 15](#) , [Numéro 10](#) , 23rd March 2011

NOUVELLES REGIONALES

La crise ivoirienne frappe de plein fouet l'économie de la sous région ouest africaine

La République de Côte d'Ivoire traverse une crise politique aigue qui secoue l'économie de la sous région ouest africaine. En effet, la Côte d'Ivoire fait partie des pays leader dans la sous région sur le plan économique, elle représente plus de 40% de l'économie de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA). Elle constitue avec le Nigéria les deux principales fortes économies de l'Afrique de l'Ouest.

La libre circulation en cause

Depuis le début de la crise, les routes reliant certains pays à la Côte d'Ivoire sont devenues infréquentables. La situation de guerre dans laquelle se trouve ce pays empêche la libre circulation des personnes, mais surtout des biens, et les pays les plus touchés sont ses voisins immédiats. Ainsi, les commerçants du Burkina Faso, ont durement ressenti la crise et la décision des autorités de Bouaké de stopper tout trafic en direction d'Abidjan, la capitale de Côte d'Ivoire.

Dans les marchés de certaines villes comme Bobo-Dioulasso, il a été constaté une hausse des prix des produits importés, tel que le savon ou l'huile de palme. L'avocat, « l'atiéké » et la banane ivoirienne sont de plus en plus rares dans les marchés locaux de l'Afrique de l'Ouest. Un journal burkinabé a rapporté ce témoignage d'une femme commerçante de la gare de Bobo Dioulasso : « certains des fruits que nous vendons viennent pour le moment, de la zone rebelle. Ils coûtent chers, mais nous n'avons pas le choix. Face aux difficultés d'approvisionnement en Côte d'Ivoire, nous allons acheter les bananes ou les avocats à Orodara, dans le Kénédougou ou encore à Douna, dans la Comoé. Les pommes de terre proviennent du Mali. L'attiéké, nous le fabriquons nous-mêmes. Nous l'avons fait surtout pour les fêtes et Dieu merci, tout a été acheté ».

De la même manière que les produits ivoiriens ont du mal à entrer dans certains marchés, les produits des autres pays ont autant de difficultés à entrer dans le marché ivoirien. Le secrétaire général de l'Association des vendeurs de volailles de Bobo-Dioulasso a laissé entendre que « la crise ivoirienne joue beaucoup sur notre activité. Nous n'arrivons plus à y envoyer nos poulets. Avant la crise, nous pouvions exporter 20 à 30 wagons. Mais aujourd'hui, nous n'arrivons même plus à envoyer plus de 2 wagons. Les poulets que nous parvenons à envoyer ne s'achètent pas non plus. A Bobo-Dioulasso également, la volaille ne s'achète pas. Les temps sont durs et nous ne savons pas où mettre de la tête. Nous espérons que les autorités de ce pays pourront nous secourir, sinon nous avons d'énormes difficultés actuellement ». Il ajoute que « ceux qui y arrivent mettent plus de deux semaines avant d'écouler leurs produits ». Comme le Burkina Faso, le Mali souffre aussi de la crise ivoirienne en ce sens que l'on assiste à une hausse des coûts des denrées de première nécessité, tel le sucre, l'huile, etc.

L'impact sur la croissance

Les institutions bancaires et financières de l'Afrique de l'Ouest ont connu une perturbation certaine depuis le début de la crise. La première fut institutionnelle et était relative à la direction de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

L'autre institution qui pourrait souffrir de cette crise, est la Banque ouest africaine de développement (BOAD). Dès janvier de cette année, lors de la 15ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA, le Président de la banque avait tiré la sonnette d'alarme.

Selon les sources de l'institution sous régionale, le marché sous régional pourrait connaître des pertes estimées à 600 milliards de Francs CFA (F Cfa). Selon le Président de la BOAD, « l'impact direct que la crise ivoirienne peut avoir sur la banque c'est probablement qu'il y aura des défauts sur un certain nombre d'opérations que nous avons déjà faites aussi bien sur le secteur public que sur le secteur privé ». Un impact qui, selon lui, ne devrait pas excéder 10 milliards de F Cfa, sur l'année 2011. « Une manne qui peut être beaucoup pour

une banque comme la BOAD ». Tout cela laisse voir un impact très négatif sur la croissance. Et pourtant, la sous-région nourrissait l'espoir d'une reprise économique. La région était sur une phase ascendante, selon le FMI, l'activité économique de la zone devait atteindre 4,5% cette année, contre 4% en 2010 et 3% en 2009.

Source: Synthèse ENDA- Sydwaya, Radio France Internationale

EVÉNEMENTS

OMC

14-15 Avril 2011, Washington D.C., Etats-Unis, G20 ministres des finances.

www.economie.gouv.fr/G20

7 Avril 2011, Genève Journée d'introduction à l'OMC

11-Avril 2011, Genève, Atelier sur l'aide pour le commerce et l'agriculture

12 – 14 Avril 2011, Genève, Commerce des services

Avril 2011, Genève Comité de l'accès aux marchés

Hors OMC

15 avril, Paris, France, Atelier sur la protection des consommateurs dans les paiements en ligne et mobile. www.oecd.org

16-17 Avril, Washington, D.C., Etats-Unis Réunions de printemps du groupe de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International. www.imf.org/

PUBLICATIONS

Forum Public de l'OMC 2010. Point sur les discussions du forum public de l'OMC de 2010 «The Forces Shaping World Trade». Forum public de l'OMC 2010. www.wto.org

OMC, Rapport de l'Organe de Règlement des Différends 1995 - 2010. Une synthèse de certaines affaires de 1995 à 2010. Une publication

de Cambridge University Press and World Trade Organization. www.wto.org

Études économiques de l'OCDE de Royaume Uni, MARS 2011, Synthèse. © OCDE 2010. www.oecd.org/dataoecd

CNUCED, Les nouveautés en matière de règlement des différends entre investisseurs et États. Issue Note N° 1, Mars 2011. www.unctad.org